

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 711/ Juillet 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2022

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

Un début d'année sans relief dans un contexte de reprise épidémique

Au 1^{er} trimestre 2022, la situation sanitaire s'est sensiblement détériorée sur l'archipel, jusque-là relativement épargnée. Saint-Pierre-et-Miquelon enregistre ainsi deux vagues épidémiques successives de Covid-19, en janvier puis en mars. Le pic épidémique est atteint à la mi-mars avec un taux d'incidence de 9 703/ 100 000 habitants, soit 583 nouveaux cas en une semaine. Au deuxième trimestre, le nombre de contaminations a décliné puis s'est progressivement estompé.

Suivant la tendance internationale, le début d'année est également marqué par la progression continue de l'indice des prix à la consommation en lien avec l'augmentation du prix du gaz, de l'électricité et des produits alimentaires à Saint-Pierre-et-Miquelon. Les indicateurs sur le marché du travail restent favorablement orientés. Toutefois, les entreprises sont confrontées à une pénurie de main d'œuvre, les limitant dans leurs activités. La consommation des ménages se stabilise, portée par la baisse des importations en valeur de biens non alimentaires tandis que les importations en valeur de biens durables et alimentaires augmentent sous l'effet de la hausse des prix. Après une croissance notable sur l'année 2021, l'investissement des entreprises se maintient au 1^{er} trimestre 2022.

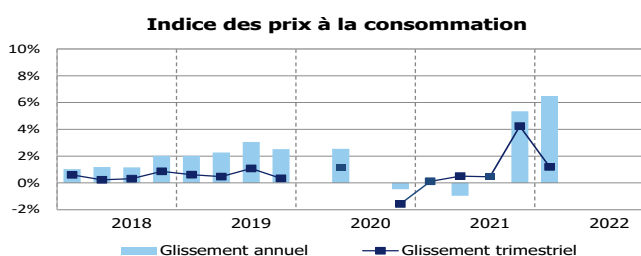
La balance commerciale, structurellement déficitaire, s'améliore au 1^{er} trimestre, après s'être détériorée au trimestre précédent. Les importations et exportations en valeur se contractent, affichant une baisse sur trois mois. Pour la première fois, les exportations de produits de la mer sont nulles en début d'année. Le secteur halieutique est ainsi à l'arrêt, aucune prise de pêche industrielle n'étant enregistrée. Enfin, malgré une reprise, le secteur du tourisme reste très impacté par la crise sanitaire.

Les prix à la consommation continuent d'augmenter

Après une première envolée au 4^e trimestre 2021 (+4,2 %), l'indice des prix à la consommation augmente de nouveau sur trois mois (+1,2 %).

Les prix de l'électricité et du gaz accélèrent respectivement de +12,1 % et 14,3 % au 1^{er} trimestre 2022, portant le prix des produits manufacturés et les services à +1,1 % fin mars 2022. Le prix des produits alimentaires et boissons accélère également (+1,7 %), porté par l'augmentation du prix des huiles et graisses (+5,7 %), des fruits (+5,0 %), et des produits de type « Eaux, boissons gazeuses, jus de fruits ou de légumes » (+2,2 %).

Sur un an, les prix à la consommation s'envolent (+6,5 %). Cette hausse marquée de l'inflation résulte de l'accélération du prix de l'énergie, portée par l'augmentation du prix du fioul de chauffage (+48,0 %), du gaz (+42,6 %) et du carburant (+40,5 %). Entre mars 2021 et mars 2022, les produits alimentaires ont également augmenté de +4,2 %.



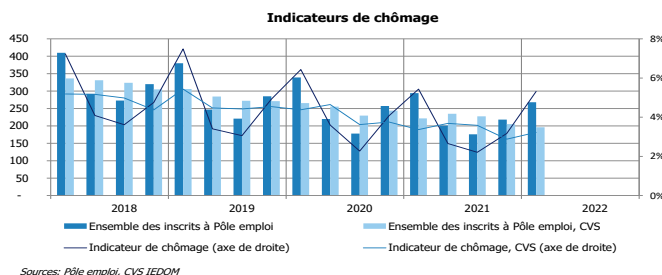
Les données du 1^{er} et 3^e trimestre 2020 sont indisponibles.

Source : Préfecture

Un marché du travail pénalisé par des difficultés de recrutement

Structurellement moins bien orienté en hiver, le marché du travail conserve toutefois une évolution favorable au 1^{er} trimestre 2022.

Les chiffres du chômage sont au plus bas pour un début d'année¹ : fin mars 2022, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 166 personnes, en baisse sur un an (-3,5 %). Le nombre de DEFM toutes catégories suit la même tendance (-8,8 %) pour s'établir à 268 personnes.



Sources : Pôle emploi, CVS IEDOM

L'analyse après correction des variations saisonnières du nombre de DEFM toutes catégories confirme la tendance à la baisse (-4,3 %, CVS). Au contraire, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A augmente (+12,0 %, CVS), et cela malgré des chiffres au plus bas pour un 1^{er} trimestre. Cette augmentation reste toutefois à interpréter avec précaution puisqu'elle s'explique par un nombre de DEFM de catégorie A au 4^e trimestre 2021 à son plus bas depuis 2014.

Le taux de chômage reste stable au 1^{er} trimestre de l'année (-0,1 point sur un an) et s'établit à 5,3 %. Corrigé des variations saisonnières, l'indicateur de chômage s'élève à 3,2 %. Parallèlement, les indicateurs de précarité sont encourageants : le nombre de bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité sont en baisse au 1^{er} trimestre 2022 (-9,1 %).

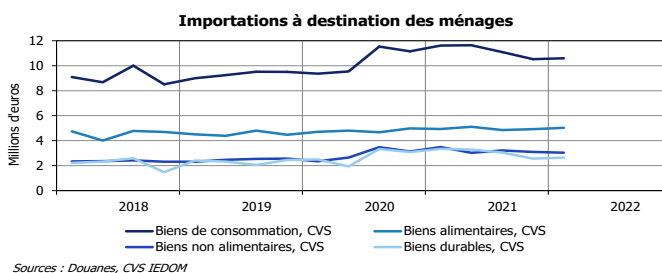
Toutefois, les entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement qui les limitent dans leurs activités : sur l'année 2021, le nombre d'offres d'emploi enregistré par Pôle emploi (313) était nettement supérieur au nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (106), traduisant un déséquilibre important sur le marché du travail.

La consommation des ménages se stabilise

NB : Les données monétaires sont indisponibles au 31 mars 2021, les encours de crédits aux ménages sont ainsi arrêtés au 31 décembre 2021.

Après deux trimestres de repli, la consommation des ménages de l'archipel, mesurée par les importations en valeur² à destination des ménages, se stabilise au 1^{er} trimestre 2022.

Ainsi, les importations de biens en valeur à destination des ménages plafonnent sur trois mois (+0,7 %, CVS) pour s'établir à 10,6 millions d'euros. Cette évolution s'explique par la diminution des importations de biens non alimentaires (-1,8 %, CVS) tandis que les importations de biens durables et alimentaires augmentent sous l'effet de la majoration des prix (respectivement +3,2 % et +2,2 %, CVS).



Sources : Douanes, CVS IEDOM

Les ventes de véhicules de tourisme, corrigées de la saisonnalité, continuent à diminuer au 1^{er} trimestre 2022, chutant de -12,6 % par rapport à la fin d'année 2021. En comparaison avec leur niveau en début d'année précédente (75 véhicules), les ventes de véhicules de tourisme ont chuté presque de moitié (-45,2 %, CVS) pour atteindre 40 véhicules.

Après un ralentissement en 2020, l'encours des crédits à la consommation atteint 23,9 millions d'euros fin décembre 2021, progressant de +3,6 % (variation sur douze mois). Sa croissance reste toutefois moins dynamique qu'en 2019 (+7,9 %), soit avant-crise.

Parallèlement, les indicateurs de vulnérabilité bancaire poursuivent leur amélioration : Le nombre de personnes en situation d'interdit bancaire diminue de -18,2 % sur trois mois, contre -5,1 % pour le nombre d'incidents de paiements par chèque. Ces évolutions sont toutefois à interpréter avec précaution du fait du faible nombre de personnes en situation de « vulnérabilité bancaire » sur l'archipel.

¹ Les données détaillées des DEFM sont disponibles depuis décembre 2014.

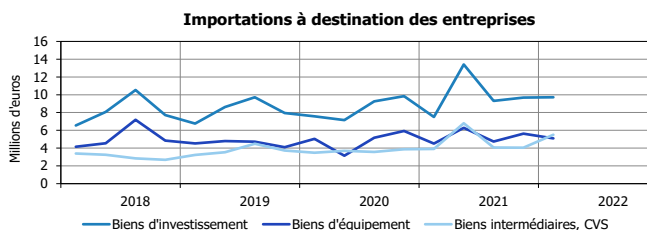
² Les données en valeurs sont exprimées à prix courants et corrigées des variations saisonnières.

L'investissement des entreprises se maintient

NB : Les données monétaires sont indisponibles au 31 mars 2021, les encours de crédits aux entreprises sont ainsi arrêtés au 31 décembre 2021.

Après une croissance notable sur l'année 2021, l'investissement, mesuré par les importations en valeur³ à destination des entreprises, se maintient au 1^{er} trimestre 2022.

Ainsi, les importations de biens en valeur à destination des entreprises se stabilisent sur trois mois (+0,4 %) pour atteindre 9,7 millions d'euros. Cette évolution s'explique par la diminution des importations de biens d'équipements (-9,2 %) tandis que les importations de biens intermédiaires bondissent sous l'effet de l'inflation (+38,8 %, CVS).



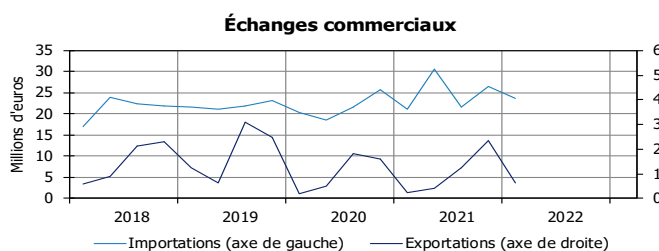
Sources : Douanes, CVS IEDOM

Les ventes de véhicules utilitaires poursuivent leur tendance à la baisse, diminuant de -28,6 % sur trois mois. En comparaison avec leur niveau un an auparavant (18 véhicules), les ventes de véhicules utilitaires ont diminué de -16,7 % pour atteindre 15 nouvelles immatriculations.

Après une forte accélération en 2020, l'encours des crédits d'investissement stagne fin décembre 2021 (-0,1 %, variation sur douze mois) pour atteindre 51,1 millions d'euros.

Recul des échanges commerciaux et amélioration du déficit commercial

Après une fin d'année 2021 marquée par une forte croissance (+23,3 % au 4^e trimestre), les importations totales en valeur⁴ de l'archipel diminuent au 1^{er} trimestre 2022 pour atteindre 23,7 millions d'euros (-11,1 %, variation sur trois mois). Les exportations totales en valeur⁵ connaissent également une diminution (-72,9 %, variation sur trois mois) et s'élèvent à 0,6 million d'euros.



Source : Douanes

Ainsi, la balance commerciale, structurellement négative, voit une amélioration de son déficit (-5,1 %, variation sur trois mois) pour atteindre 23,1 millions au 1^{er} trimestre 2022, après s'être détériorée au trimestre précédent. Le taux de couverture, quant à lui, mesurant l'indépendance économique de l'archipel, se détériore de 6,1 points pour s'établir à 2,7 %.

Dans un contexte de hausse générale des prix, les importations totales de l'archipel en valeur ont augmenté de 12,3 % en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2022, portées par l'accroissement significatif des importations de combustibles et des importations à destination des entreprises (+36,3 % et +29,5 % respectivement). Les exportations totales en valeur ont, quant à elles, augmenté de 151,8 % au 1^{er} trimestre 2022 en comparaison de leur niveau au 1^{er} trimestre 2021, s'expliquant à la fois par un effet volume et valeur. Toutefois, les exportations de produits de la mer chutent considérablement (-100 %) en raison de l'arrêt de l'activité de la pêche au 1^{er} trimestre.

Dans le même temps, l'euro continue de se déprécier depuis 6 mois face au dollar canadien et s'établit à 1,41 CAD au 1^{er} trimestre 2022 (-3,5 %, variation sur trois mois). Le Canada étant traditionnellement le 1^{er} fournisseur de l'archipel, l'affaiblissement de l'euro face à la monnaie canadienne pèse sur les importations, les rendant plus chères. Cette baisse doit toutefois être considérée dans un contexte plus large, l'euro restant une devise forte vis-à-vis du dollar canadien.

³ Les données en valeur sont exprimées à prix courants.

⁴ Les données en valeurs sont exprimées à prix courants.

⁵ Les données en valeurs sont exprimées à prix courants.

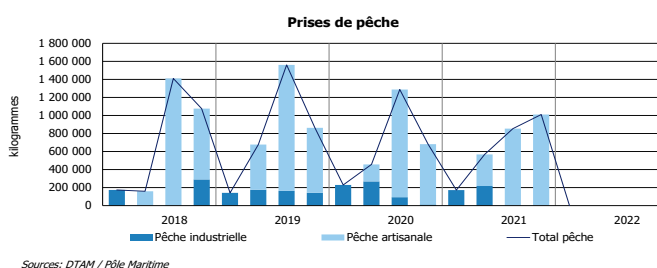
Le secteur halieutique à l'arrêt au 1^{er} trimestre

Le secteur halieutique est à l'arrêt au 1^{er} trimestre 2022.

La pêche industrielle, généralement porteuse en début d'année, n'a enregistré aucune prise. Il s'agit d'une première depuis la diffusion de données par la Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer (DTAM) en 2013.

La pêche industrielle poursuit ainsi son déclin depuis le 3^e trimestre 2021, à partir duquel aucune prise n'est enregistrée. Cet arrêt est principalement attribuable à la disparition progressive de cette activité sur l'archipel qui se compose

dorénavant d'un seul navire depuis le départ du navire « Le Cap Jean » à la mi 2021. La pêche artisanale affiche toujours quant à elle des prises nulles en début d'année calendaire, la saison n'ayant pas encore débuté.



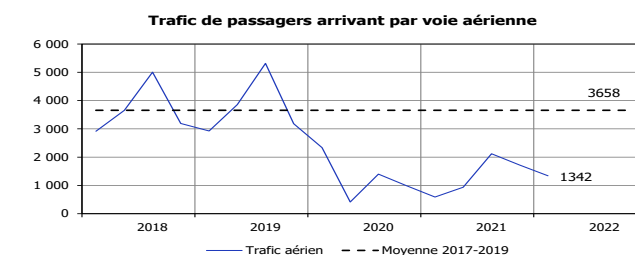
Sources : DTAM / Pôle Maritime

Le secteur du tourisme peine à retrouver son niveau d'avant-crise

NB : Etant donné la faiblesse des flux, les évolutions sont à interpréter avec prudence.

Au 1^{er} trimestre 2022, le secteur touristique reste très impacté par la crise sanitaire, et cela malgré la réouverture des frontières canadiennes depuis août 2021.

La fréquentation de touristes étrangers croit de nouveau sur un an (+643,8 %), précédée par 3 trimestres haussiers consécutifs. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse du nombre de touristes canadiens (+840,0 %) qui représente 79,0 % des visiteurs étrangers sur l'archipel au 1^{er} trimestre 2022. Pour autant, le nombre de touristes étrangers reste très faible (119), les arrivées ayant diminuées de -73,4 % par rapport à leur niveau d'avant crise⁶.



Sources : Police aux frontières

De la même manière, le nombre total de passagers arrivant par voie maritime et aérienne poursuit sur sa tendance positive, mais reste toujours bien en deca de son niveau d'avant-crise : 1 451 passagers sont entrés sur le territoire contre 3 194 au 1^{er} trimestre 2019 (-54,6 %, variation sur 36 mois).

⁶ Le 1^{er} trimestre 2019 sert de référence avant-crise.

LA CROISSANCE ECONOMIQUE CANADIENNE DEVRAIT SE POURSUIVRE EN 2022

L'activité économique canadienne continue d'augmenter au 1^{er} trimestre 2022 (+0,8 %), après 3 trimestres haussiers consécutifs. La croissance du PIB est principalement due à la hausse de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages. Les dépenses des ménages ont augmenté de +0,8 % au premier trimestre, portées par l'augmentation des dépenses de la plupart des biens et services, elle-même stimulée par la majoration des prix. En parallèle, le taux d'épargne des ménages a augmenté sous l'effet de la croissance du revenu disponible nominal. L'investissement résidentiel et les hypothèques continuent d'augmenter sous l'effet de la croissance des rénovations (+9,3 %), des coûts de revente (+4,6 %) et de la construction de logements neufs (+0,2 %). La baisse du volume des exportations (-2,4 %) causée par la diminution du commerce international de l'énergie, explique une croissance économique ralentie au 1^{er} trimestre 2022 (en comparaison, +1,6 % au 4^e trimestre 2021).

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'envole de +6,7 % sur un an en mars 2022 (contre +5,7 % en février 2022). Il s'agit de la hausse la plus marquée enregistrée depuis janvier 1991. En excluant l'essence, l'IPC a augmenté de +5,5 % sur un an. La hausse de l'IPC est portée par l'augmentation des prix de ses huit composantes principales, celle des prix des transports (+11,2 %), des aliments (+7,7 %) ou encore du logement (+6,8 %) ayant le plus contribué à cette progression. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement à la suite de la récente invasion de l'Ukraine par la Russie et de la crise de la Covid sont en effet responsables de la hausse des prix des combustibles et des biens alimentaires. En outre, la désorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales impacte également à la hausse les prix des biens durables (+7,3 % sur un an).

Le taux de chômage canadien s'établit à 5,3 % en mars 2022, ce qui représente le plus faible niveau de chômage enregistré depuis la diffusion de données comparables en 1976. Le recul du taux de chômage global observé est en partie attribuable à la baisse du taux de chômage chez les jeunes hommes (-2,1 points), celui des jeunes femmes restant stable en mars 2022. **L'emploi** a augmenté (+0,4 %) en mars 2022, notamment dû à la hausse enregistrée du travail à temps plein (+0,6 %). L'emploi a progressé tant dans le secteur des biens (+0,8 %) que dans celui des services (+0,3 %).

Source : Statistique Canada.

LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le PIB mondial a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,4 % au premier trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2022 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la France a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 3,4 % dans le scénario conventionnel et de 2,8 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, le PIB a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au quatrième trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.